Par arrêté du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement en date du 3 avril 1957, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département du Morbihan, affectés du coefficient de base 20,80 (vingt, huit dixièmes), établi compte tenu des prix de la construction pratiqués au 15 juin 1956.

Le coefficient du mois d'août 1956 sera égal à cette valeur et restera en vigueur pour les mois suivants jusqu'à l'intervention d'un nouvel arrêté.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 19 décembre 1952 restent inchangés.

Les coefficients géographiques fixés par l'arrêté du 19 décembre 1952 restent inchangés.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement en date du 3 avril 1957, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département du Nord, affectés du coefficient de base 21,60 (vingt et un, six dixièmes), établi compte tenu des prix de la construction pratiqués au 15 juin 1956.

Le coefficient du mois d'août 1956 sera égal à cette valeur et restera en vigueur pour les mois suivants jusqu'à l'intervention d'un nouvel arrêté.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 8 août 1952 restent inchangés.

Les coefficients géographiques fixés par l'arrêté du 22 juillet 1954 sont modifiés comme suit à compter du 1^{er} novembre 1956:

Communes de Dunkerque, Malo-les-Bains, Rosendaël, Saint-Pol-sur-Mer, Coudekerque-Branche, Bergues, Petite-Synthe, Grande-Synthe, Fort-Mardyck, Mardyck, Loon-Plage, Gravelines, Grand-Fort-Philippe, Leftrinkhoucke et Cappelle-la-Grande: 1,06.

Autres communes: 1.

Le coefficient du mois d'août 1956 et les coefficients géographiques, prévus pour l'évaluation des créances immobilières de dommages de guerre, seront applicables à compter du 1^{er} novembre 1956.

Jusqu'à cette date, les dispositions prévues par l'arrêté du 24 février 1956 resteront en vigueur.

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Décret du 25 mars 1957 et arrêté du 18 mars 1957 portant promotions et nominations dans l'ordre du Mérite social.

Arrêté du 14 mars 1957 portant attribution de la médaille d'honneur du travail.

Arrêté du 15 mars 1957 portant attribution de la médaille d'honneur des syndicats professionnels.

Ces textes sont publiés au n° 9 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* par ce jour.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

Décret n° 57-429 du 2 avril 1957 portant règlement d'administration publique complétant le code de la santé publique (deuxième partie) et relatif à l'importation, l'exportation, la production, la détention, le commerce et l'utilisation du kat.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre résidant en Algérie, du secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population, du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,

Vu le code de la santé publique, et notamment les dispositions du chapitre 1^{er} du titre III du livre V;

Vu la loi du 24 décembre 1953, et notamment l'article 6, rendant applicables lesdites dispositions dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, et notamment les articles 8 et 12;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu le décret du 21 novembre 1933, modifié par le décret n° 53-726 du 3 août 1953;

Vu le décret n° 56-1197 du 26 novembre 1956 portant codification des règlements d'administration publique et des décrets en conseil d'Etat concernant la pharmacie;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Le code de la santé publique (deuxième partie), est complété par un article R. 5166-1 nouveau, ainsi rédigé:

« Le kat est classé comme stupéfiant.

« Sont interdits: l'importation, l'exportation, la production, la détention, le commerce et l'utilisation du kat et des préparations en contenant ou préparées à partir du kat.

« On entend par « kat », pour l'application du présent code, les feuilles de l'arbuste *Catha edulis* (*Celastris edulis*), famille des célastracées ».

Art. 2. — L'article R. 5229 du code de la santé publique (deuxième partie) est complété comme suit:

« Toute quantité de kat ou de ses préparations saisie à l'occasion de la constatation d'une infraction aux dispositions de l'article R. 5166-1 sera détruite, après le prélèvement de deux échantillons qui seront transmis respectivement à l'autorité judiciaire compétente et à l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants ».

Art. 3. — Les dispositions du présent décret sont applicables en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun.

Art. 4. — Le ministre des affaires sociales, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre résidant en Algérie, le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population, le secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 avril 1957.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires sociales,
ALBERT GAZIER.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
chargé de la justice,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre de l'intérieur,
GILBERT-JULES.

Le ministre des affaires économiques
et financières,
PAUL RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

Le ministre résidant en Algérie,
ROBERT LACOSTE.

Le secrétaire d'Etat à la santé publique
et à la population,
ANDRÉ MAROSELLI.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
chargé des affaires algériennes,
MARCEL CHAMPEIX.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,
ANDRÉ DULIN.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 4 avril 1957:

Mme Geraud (Sylvaine), administrateur civil de 2^e classe, est nommée chef du 1^{er} bureau à la direction de l'administration générale, du personnel et du budget.

Mme Albertini (Geneviève), administrateur civil de 2^e classe, est nommée chef du 2^e bureau à la direction de l'administration générale, du personnel et du budget.

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Décret du 4 avril 1957 portant délégation de signature.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu le décret du 3 février 1956 portant délégation générale et permanente de signature;

Vu le décret du 4 février 1956 portant délégation de signature;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1956 portant nomination du sous-directeur des services médicaux;

Vu le décret du 16 janvier 1957 portant délégation de signature,